



C O N F I D E N T I E L

RP No 1/90 / BZ

Dakar, le 15 février 1990

Le Pape Jean-Paul II au Sahel

Pour son quarante-cinquième déplacement à l'étranger et son sixième voyage en Afrique, le Pape Jean-Paul II a visité successivement, du 25 janvier au 1er février, cinq pays du Sahel : le Cap-Vert, la Guinée-Bissau, le Mali, le Burkina Faso et le Tchad, qui comptent parmi les plus pauvres du continent. Tout au long de cette épuisante tournée pastorale, le Souverain Pontife a reçu un accueil chaleureux et souvent émouvant de la part des communautés catholiques locales qui, à l'exception du Cap-Vert, où la population est à 90 % chrétienne, sont très fortement minoritaires (7 % en Guinée-Bissau, à peine 1 % au Mali, 13 % au Burkina Faso et 7 % au Tchad) mais qui jouent un rôle non négligeable dans la vie nationale. La visite pontificale aura sans nul doute donné un nouvel élan à ces communautés, certes jeunes et vivantes mais qui doivent affronter des difficultés propres à l'Eglise du continent comme la montée de l'Islam, la faiblesse des ressources, "l'africanisation" du clergé et des rites etc.

Dans ses nombreux discours et homélies, Jean-Paul II a abordé, comme il fallait s'y attendre, les grands thèmes de la pauvreté, du sous-développement, de la dette, de la sécheresse et de la désertification, lançant un appel remarqué à la communauté internationale pour que les changements intervenus en Europe de l'Est ne détournent pas l'attention du Sud et, notamment, du continent africain. A Ouagadougou, au siège de la CEAO (Communauté Economique de l'Afrique de l'Ouest), il n'a pas mâché ses mots pour dénoncer l'égoïsme des pays riches et pour accuser les sociétés "développées" d'avoir créé en Afrique des besoins superflus et de ne voir souvent dans les pays les plus pauvres que des clients ou des débiteurs plus ou moins solvables. Partout, il a insisté sur l'importance du respect de la personne humaine. Pour autant, il ne s'est pas montré complaisant pour les Africains eux-mêmes. C'est dans la Guinée-Bissau du Général Vieira qu'il a, par exemple, mis en garde les catholiques contre les tentations de la corruption, de l'abus du pouvoir et de la richesse comme il avait auparavant, au Cap-Vert, rappelé que la solidarité internationale se conquiert, se mérite, et que ses bénéfices

./...



ciaires ne doivent pas rester les bras croisés à tout attendre des pays les plus favorisés.

C'est néanmoins l'appel du Pape au dialogue entre chrétiens et musulmans qui aura le plus retenu l'attention des observateurs. Au Mali notamment, qui fut manifestement l'étape la plus réussie du voyage, le Saint-Père a encouragé les catholiques à ne pas avoir peur d'affirmer leur identité chrétienne, en paroles et en actes, mais aussi à dialoguer avec ceux dont la foi est différente. Il ne s'est toutefois pas mépris sur les difficultés de ce dialogue :

"Certes, le dialogue avec les musulmans n'est pas toujours aisé, ni souhaité par tous, et l'on trouve parfois difficilement un langage commun et des interlocuteurs représentatifs... Qui plus est, on est parfois placé, dans certains pays, devant une sorte de réticence à respecter le principe de réciprocité dans la reconnaissance des droits des uns et des autres à la liberté de conscience et de culte...".

A l'évidence, ces fortes paroles ne pouvaient pas viser les pays hôtes, où la tolérance religieuse est souvent mieux ancrée qu'ailleurs, en particulier au Mali, où le Général Traore avait tenu à préciser à Jean-Paul II : "C'est le peuple malien tout entier qui vous reçoit". On a donc naturellement songé à "certains pays" où l'Islam se montre spécialement intolérant (Arabie saoudite, Libye, Soudan). Mais le Pape pensait peut-être aussi au Sénégal voisin, où il ne s'est encore jamais rendu et où, en l'occurrence, il n'avait pas été invité, à la profonde déception de l'Eglise locale qui, conduite par l'archevêque de Dakar, le Cardinal Hyacinthe Thiandoum, est l'une des plus fidèles qui soit à Rome. Les catholiques sénégalais ont été ainsi contraints d'aller saluer Jean-Paul II dans l'un des Etats voisins.

Cette situation a provoqué, au Sénégal, un début de polémique qu'un hebdomadaire dakarois a évoqué sous le titre suivant : "Qui a peur du Pape ?". De fait, il semble bien que, chef pourtant d'un Etat officiellement laïque, le Président Abdou Diouf ait reculé devant l'opposition affirmée non seulement des groupes islamiques intégristes mais encore, et surtout, devant celle des deux grandes confréries musulmanes des Tidjanes et des Mourides dont les khalifes, de plus en plus contestés par la jeunesse et exposés à la surenchère du courant fondamentaliste, cherchent à sauvegarder leur emprise sur les masses populaires et sur les responsables politiques de Dakar, y compris à la présidence. Un dignitaire tidjane aurait été jusqu'à déclarer que le Pape serait "lapidé" s'il venait à Dakar tandis que le khalife des Tidjanes aurait menacé de se coucher sur la piste pour empêcher l'avion pontifical d'atterrir. On comprend, dans ces conditions, que le Président sénégalais, déjà aux prises avec de graves problèmes économiques et sociaux, n'ait pas voulu s'aliéner le soutien des confréries. On peut en outre présumer qu'il n'a pas voulu non plus compromettre le "sommet" de l'Organisation de la Conférence Islamique prévu à Dakar au

- 3 -

début de 1991 et pour la préparation duquel l'Arabie saoudite et le Koweït sont les principaux bailleurs de fonds.

L'image de marque du Sénégal en aura été ternie. On paraît en avoir pris conscience du côté du pouvoir et il n'est pas exclu que le Pape puisse venir au Sénégal en 1991, mais après le "sommet" islamique. C'est en tout cas à ce projet que s'attache désormais le nouveau représentant du St-Siège à Dakar.

L'Ambassadeur de Suisse



(P. Barraza)